

## 12 - Gestion des Archives de la CAGB par le Service des Archives de la Ville de Besançon - Convention

**M. FOUSSERET, Maire, Rapporteur :** Depuis la création du District du Grand Besançon et sa transformation en Communauté d'Agglomération du Grand Besançon le 1<sup>er</sup> janvier 2001, les services de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale ont produit et produisent des documents administratifs soumis à la réglementation relative à l'archivage des documents des administrations publiques.

Compte tenu d'une part de l'existence d'un service d'archives municipales, intégré au sein de la Direction des Bibliothèques et d'autre part de la politique de rationalisation de la gestion entre la Communauté et la Ville, il a été décidé en 2006 que la Communauté confierait par convention à la Direction des Bibliothèques de la Ville la gestion et la conservation de ses archives,

Un nouveau texte adopté en 2008 est venu modifier le Code du Patrimoine, et notamment l'article L 212-6-1 qui organise la prise en charge des archives des EPCI.

Cet article dispose que *«Les groupements de collectivités territoriales sont propriétaires de leurs archives et sont responsables de leur conservation et de leur mise en valeur. Ils peuvent également confier la conservation de leurs archives, par convention, au service d'archives de l'une des communes membres du groupement ou les déposer au service départemental d'archives compétent»*.

La convention en cours entre la Communauté et la Ville arrivant à échéance à la fin de l'année, il convient de renouveler la convention, en s'appuyant sur les nouvelles dispositions.

La direction des bibliothèques et archives de la Ville se chargera, dans ses propres locaux ou dans les locaux qu'elle loue, de la collecte, de la gestion et de la conservation des archives de la CAGB selon les règles archivistiques suivantes :

- de l'élaboration et mise en place des plans de classement et des tableaux de gestion,
- de la formation des correspondants archives, qui avec l'assistance du service des archives préparent les versements et établissent les bordereaux de versement, s'assurent de la mise en oeuvre des tableaux de gestion,
- de l'enlèvement des documents et acheminement dans les magasins d'archives, tri et classement de ces documents, conditionnement ou reconditionnement des documents, cotation des articles,
- de l'établissement des instruments de recherche, indexation et description archivistique des fonds,
- du stockage des documents,
- de la gestion du pré archivage, gestion et suivi des éliminations réglementaires, procédure de destruction des documents,
- des demandes de communication des services de la CAGB, l'acheminement des documents et le suivi des prêts,
- de la communication sur demande des archives au public dans la salle de lecture de la bibliothèque d'étude et de conservation, et gère les demandes de dérogation pour les documents qui ne sont pas librement communicables.

La CAGB participera au financement des charges imputables au traitement et à la conservation de ses archives selon le mode répartition suivant.

Le coût du service des Archives est évalué en prenant en compte les charges directes imputables au service, les dépenses budgétaires constatées au CA correspondant à des dépenses nécessaires au fonctionnement du service, les charges indirectes imputables à la Direction Mutualisée ou à la partie de Direction mutualisée, et une valorisation des locaux.

La clé de répartition suivante est appliquée au coût du service : «Part en pourcentage du nombre d'agents permanents (titulaires et non titulaires sur postes permanents) de la Communauté / nombre total d'agents permanents (titulaires et non titulaires sur postes permanents) de la Ville et de la Communauté».

Le montant à la charge de la Communauté est estimé pour 2013 à 38 530 €, selon le calcul suivant :

Coûts mutualisés 2011						Total à répartir
Total	Masse salariale	Dep fonctionnement	Locaux	Amortissements	Indirects liés agents	
237 845	162 750	3 717	52 393	3 064	15 922	237 845

REPARTITION COUTS selon la clé de répartition Effectifs	
VILLE (83,80 %)	CAGB (16,20 %)
199 318	38 527

### Propositions

Le Conseil Municipal est invité à autoriser M. le Maire à signer le projet de convention et à inscrire au budget du prochain exercice la recette correspondante.

**«M. LE MAIRE :** Vous voyez, on propose déjà cette mutualisation ce soir !

Ce rapport est adopté».

Après en avoir délibéré et sur avis favorable unanime de la Commission n° 2, le Conseil Municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés, décide d'adopter les propositions du Rapporteur.

*Récépissé préfectoral du 20 décembre 2012.*